

Besançon, le 02/01/2024

Unité départementale 25/70/90

N/réf.: UID257090/SPR/GV/AR 2024 0102F

<u>OBJET :</u>	GRAND BESANCON METROPOLE - Dossier de réexamen au titre de la Directive IED et du BREF LCP -Rubrique principale 3110 sur la commune de Besançon
-----------------------	--

RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Classement des installations ICPE en vigueur :

- 3110-Autorisation : combustion de combustibles dans des installations de puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.

Exploitant :

GRAND BESANCON METROPOLE
4 rue Gabriel Plançon
25000 BESANCON

Puissance thermique nominale brute totale de 84,7 MW (hors appareils d'une puissance < 1 MW) mais divisée en plusieurs installations fonctionnellement indépendantes chacune d'une puissance inférieure à 50 MWth.

Adresse de l'installation :

16 rue Edouard Belin
25000 BESANCON

Réglementation applicable :

- AP d'autorisation n° 2013-345-0004 du 11 décembre 2013 ;
- AM du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

Par courrier daté du 3 septembre 2018, la société VILLE DE BESANCON SEVE a transmis à la préfecture du Doubs son dossier de réexamen au titre de la directive IED et du BREF LCP relatif aux Grandes Installations de Combustion (GIC) pour son site de la Chaufferie de Planoise à Besançon.

L'objet du présent rapport est de faire part à Monsieur le Préfet du Doubs des suites qu'il convient de donner à ces éléments.

CONTEXTE

Historique:

La chaufferie urbaine implantée au 16 rue Edouard Belin, lieu-dit "Aux Emiguettes" à Besançon alimente le réseau de chaleur de Besançon Planoise et des Hauts du Chazal. La compétence concernant la chaufferie et le réseau de chaleur a été transférée à partir du 1^{er} janvier 2019 de la ville de Besançon au Grand Besançon, devenu depuis Grand Besançon Métropole (notification de changement d'exploitant effectuée en mars 2021). Le dernier contrat de délégation de service public (DSP) a été signé avec la société ENGIE Réseaux. La société SEVE a changé de nom et est devenue la société CELSIUS.

Au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement la ville de Besançon est autorisée à poursuivre, par arrêté préfectoral n° 2013-345-0004 du 11 décembre 2013 (AP1), l'exploitation de la chaufferie de Planoise, qui relevait, au regard des libellés des rubriques en vigueur à cette époque, des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement :

Désignation des installations Taille en fonction des critères de la nomenclature ICPE	Rubriques ICPE concernées	(A, E, D, NC)	Installation / Capacité maximale du site
Installation de combustion	2910-A	A	<p>Les puissances indiquées ci-après sont celles mentionnées dans l'AP1 de 2013 : elles correspondent aux puissances combustibles tenant compte du rendement du générateur. (Par rapport au tableau de l'AP1 est ajoutée entre parenthèse, la puissance thermique nominale (entrée PCI), correspondant au critère actuel de classement des rubriques 2910 et 3110).</p> <p><u>Installation 1 : Chaudières existantes</u> Générateur G1 : 1 chaudière au fuel lourd de 23.3 MW (27,1 MW) Générateur G3 : 1 chaudière au fuel lourd de 52 MW (55,4 MW) déclarée en secours, appoint jusqu'à la saison 2013/2014. Générateur G4 : 1 chaudière au charbon ou mélange bois charbon de 23.3 MW (27,1 MW). Générateur G5 : 1 chaudière au fioul lourd ou gaz de 10.5 MW (11,18 MW) Générateur G6 : 1 chaudière au bois biomasse de 6 MW (7,3 MW). Générateur MOCK : 1 chaudière au fioul domestique de 3,4 MW (3,9 MW) déclarée en secours. Total chaudières existantes : 63,1 MW (76,58 MW) et 52 MW (55.4 MW) de secours</p>

			<u>Installation 2 : Nouvelles chaudières</u> Générateur G7 : 1 chaudière au bois biomasse de 8 MW (8,875 MW). Générateur G8 : 1 chaudière au bois biomasse de 8 MW (8,875 MW). Générateur G9 : 1 chaudière au gaz naturel de 19 MW (20 MW). Total nouvelles chaudières : 35 MW (37,75 MW).
Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	3110	A	Combustion de biomasse, charbon, gaz, fuel lourd et fioul domestique.
Dépôt de bois sec ou matériaux combustibles analogues, supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1532	D	La quantité totale de bois stockée est de 3488 m ³ se répartissant en 2508 m ³ pour dépôt G7/G8 et 980 m ³ pour dépôt G6
Dépôts de houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses égale ou supérieure à 50t mais inférieure à 500t	1520	D	1 stock extérieur de charbon de 450 tonnes.
Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : représentant une capacité équivalente totale supérieure à 100 m ³	1432-2	A	2 cuves de fuel lourd de 1651 et de 2217 m ³ . (cuve non utilisée, mais conservée) 1 cuve de fuel domestique de 50 m ³ . soit une capacité totale équivalente de 268 m ³ .

L'arrêté préfectoral du 11 décembre 2013 susvisé a été établi sur la base de l'arrêté ministériel du 26 août 2013 relatif aux chaudières présentes dans des installations de combustion d'une puissance supérieure à 20 MW soumises à autorisation au titre de la rubrique 2910 et de la rubrique 2931.

La chaufferie de Planoise est alors équipée d'une chaufferie historique composée de 6 chaudières (G1, G3, G4, G5, G6 et générateur Mock) et d'une nouvelle chaufferie composée de 3 chaudières (G7, G8 et G9).

Le dossier de réexamen déposé par la Ville de Besançon tient compte des évolutions qu'elle avait annoncées par courrier du 4 décembre 2017 concernant :

- l'arrêt des générateurs G3 et G4 (mis en chômage dès début 2018),
- l'utilisation de la chaudière G5 en fonctionnement normal au gaz, le fonctionnement au fioul lourd étant réservé pour le mode secours,
- l'utilisation de la chaudière G1 en fonctionnement normal au fioul lourd (< 1500 h/an), le reste du temps déclaré en secours.

En 2021, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet, en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement son souhait de minimiser au maximum l'utilisation des combustibles fossiles les plus polluants, et pour ce faire de modifier deux chaudières:

- la chaudière fioul G1 d'une puissance sortie de 23,3 MW,
- la chaudière fioul/gaz G5 d'une puissance sortie de 10,5 MW.

Ces modifications qui ont consisté à substituer le fioul par du gaz pour la chaudière G1 et un passage en tout gaz pour la chaudière G5 sont effectives sur le site depuis fin 2021.

Une mise à jour de l'étude des dangers a été transmise par l'exploitant en janvier 2022.

Équipements

Les principaux équipements exploités sur le site sont les suivants :

INSTALLATION N° 1 chaufferie historique (49,5 MW) (autorisée avant 2013)
--

- 1 chaudière G1 au gaz naturel (GN) d'une puissance thermique nominale (entrée PCI) de 27,1 MW (passage tout gaz en 2022 avec changement de brûleur) raccordée au conduit 1 de la cheminée 1 de 61,8 m ;
- 1 chaudière MOCK au Fuel domestique déclarée en secours d'une puissance thermique nominale de 3,9 MW raccordée au conduit « Mock » de 19,5 m de la cheminée 1 ;
- 1 chaudière G5 au GN d'une puissance thermique nominale de 11,18 MW (en 2022 suppression du fioul et utilisation exclusivement du gaz pour la chaudière) raccordée au conduit 5 de la cheminée 1 ;
- 1 chaudière G6 au bois biomasse d'une puissance thermique nominale de 7,3 MW (mise en service en juin 2008) raccordée au conduit 6 de la cheminée 2 de 24 m.

INSTALLATION N° 2 : chaufferie biomasse/gaz (37,75 MW) autorisée par AP1 du 11/12/2013
--

- 1 chaudière G7 au bois biomasse d'une puissance thermique nominale de 8,875 MW raccordée au conduit 7 de la cheminée 4 de 25,3 m ;
- 1 chaudière G8 au bois biomasse d'une puissance thermique nominale de 8,875 MW raccordée au conduit 8 de la cheminée 4 ;
- 1 chaudière G9 au gaz naturel (GN) d'une puissance thermique nominale de 20 MW raccordée au conduit 9 de la cheminée 4.

Les autres équipements sont 3 groupes électrogènes (GE1, GE2 et GE3) fonctionnant au fuel domestique et de puissance thermique nominale respective (1,1 MW, 1,1 MW et 0,4 MW).

Les installations N° 1 et N°2 et les groupes électrogènes forment trois installations de combustion indépendantes sur un même site de puissances comprises entre 1 et 50 MW au sens de la réglementation applicable aux installations de combustion, de puissance thermique nominale inférieure à 50 MW*.

Ces 3 installations sont donc soumises à l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion d'une puissance nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110 (AM1).

**dès l'instruction du dossier de novembre 2012 ayant conduit à l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2013, il a été acté que les 3 nouvelles chaudières G7, G8 et G9 ne sont pas techniquement raccordables à la*

cheminée N°1 évacuant les gaz de combustion des chaudières qui étaient d'ores et déjà existantes (installation N°1).

Contexte réglementaire

L'établissement est visé par la directive IED pour son activité relative à la rubrique :

- 3110 : Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW.

En conséquence, il est visé par les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles et les documents BREFs (Best Reference Documents) sectoriels suivants :

- Décision d'exécution (UE) 2017/1442 de la Commission du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour les grandes installations de combustion (BREF LCP).

Par ailleurs, les documents BREFs transverses suivants sont également pertinents et applicables pour les grandes installations de combustion :

- ENE, Efficacité énergétique (février 2009),
- MON, Principes généraux de surveillance (juillet 2003)
- EFS, Émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (juillet 2006),
- ICS, Systèmes de refroidissement industriel (décembre 2001).

Conformément aux dispositions des articles R.515-70 à 73 du code de l'environnement, l'exploitant a transmis un dossier de réexamen dans l'année qui a suivi la publication de la décision d'exécution n° 2017/1442 du 31 juillet 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion (BREF LCP). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associées à ces meilleures techniques disponibles (NEA-MTD).

Le BREF LCP est applicable aux appareils de combustion de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, inclus dans des installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW. Pour les appareils de puissance thermique nominale supérieure ou égale à 15 MW, compris dans une installation de combustion de puissance inférieure à 50 MW, exploités dans un établissement classé au titre de la rubrique 3110, il est demandé à l'exploitant de fournir les éléments de comparaison aux MTD et de présenter les niveaux d'émission des appareils.

Ainsi, l'établissement n'ayant pas d'installation de combustion d'une puissance supérieure à 50 MW, les conclusions sur les MTD ne sont pas formellement opposables à l'exploitant. Dans son dossier de réexamen, l'exploitant s'est toutefois bien positionné sur ces MTD et ses niveaux d'émissions pour les deux chaudières de plus de 15 MW (G1 et G9), conformément aux modalités fixées par le guide de rédaction d'un dossier de réexamen pour les installation de combustion

Le site n'est pas implanté dans une zone concernée par un Plan de Protection à l'Atmosphère.

Le dossier de réexamen fait référence dans sa partie « Introduction » au « Rapport de base » du site. Le rapport de base CB624-7133421-4 a été émis le 18/06/2018 par Bureau Veritas Exploitation pour le site a été transmis par l'exploitant en même temps que le rapport de réexamen.

Le bureau d'étude ayant réalisé les recherches s'est basé sur une étude documentaire, historique ainsi qu'un diagnostic antérieur réalisé sur la parcelle 244, zone de l'installation n° 2 chaufferie biomasse. Selon les conclusions du rapport, il n'a pu recueillir aucune indication sur l'état des sols et des eaux souterraines au droit du périmètre IED. Dans ces conditions, il indique :

« La réalisation d'investigations permettrait de qualifier l'état initial des milieux au droit du périmètre IED au vu de la présence :

- d'installations potentiellement polluantes présentes sur site depuis le début des années 1970 et notamment d'utilisation de substances pertinentes par les installations du périmètre IED pouvant avoir eu un impact sur la qualité des sols et des eaux souterraines,*
- de remblais dont la qualité est inconnue et qui pourrait contenir des substances similaires à l'impact potentiel des installations IED du site. »*

DOSSIER DE RÉEXAMEN - COMPLÉTUDE

Le dossier transmis par VILLE DE BESANCON SEVE est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejets par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
 - Système de management environnemental ;
 - Gestion de l'installation en fonctionnement normal et en fonctionnement dégradé ;
 - Prévention de la pollution atmosphériques ;
 - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques ;
 - Prévention et gestion des déchets ;
 - Réduction des nuisances sonores ;
 - Gestion de l'efficacité énergétique.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R. 515-70.

L'exploitant n'a pas demandé à déroger aux niveaux d'émission associées aux meilleures techniques disponibles. (Le site étant classé sous la rubrique 3110 mais composé d'installations toutes inférieures à 50 MW, il n'est pas soumis aux NEA-MTD, et l'exploitant ne pouvait avoir de demande de dérogation à effectuer.)

DOSSIER DE RÉEXAMEN – RÉGULARITÉ DU DOSSIER

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités dorénavant par GBM. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R. 515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

MTD relatives à l'exploitation de l'installation

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation. On peut noter en particulier que :

- la chaufferie de Planoise est certifiée ISO 14001 depuis 2009 ;
- les chaudières G1 (depuis fin 2021) et G9 consomment uniquement du gaz naturel (GN). Au moment du dépôt du dossier de réexamen, G1 consommait du fioul lourd (FOL). Ces combustibles (GN et FOL) sont normés et présentent par conséquent une qualité assez stable dans le temps, impactant peu la qualité des rejets atmosphériques ;
- les émissions de NO_x et de CO (principaux polluants dans le cas du GN) sont mesurées en continu dans les gaz de combustion des installations (**fréquence d'ores et déjà fixée dans l'AP de 2013**) ;
- les principaux paramètres de combustion caractérisant les fumées sont mesurés périodiquement et par calcul.

Compte-tenu des niveaux d'émissions mesurés et de la spécificité technique des installations, l'exploitant n'a pas identifié de points d'amélioration suite à l'étude du BREF. Il est cependant à noter que le changement de combustible de l'appareil « chaudière G1 » conduit à l'utilisation du gaz naturel comme unique combustible au niveau des deux seuls appareils de plus de 15 MW permettant de supprimer les émissions de SO₂ et de réduire de manière importante les émissions de NO_x et de poussières.

Analyse de l'inspection :

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour les grandes installations de combustion sur la partie relative à l'exploitation de l'installation.

Émissions atmosphériques

Surveillance des rejets atmosphériques

Dans son dossier de réexamen, l'exploitant indique le programme de surveillance des rejets atmosphériques de ses deux chaudières G1 et G9 (les deux seuls équipements visés par le BREF, car de puissance supérieure à 15 MW) au niveau des conduits n° 1 et n° 9, en tenant compte des deux combustibles différents utilisés à ce moment là. Il est rappelé ci-dessous :

Conduit et appareils tels que surveillés en 2018 dans dossier réexamen	Substance	Fréquence prescrite par A.P.	Fréquence de surveillance des émissions prévues dans le dossier de réexamen d'être appliquées à l'horizon des trois ans (2021)
Conduit n° 9 chaudière gaz G9	O ₂ , NO _x	en continu	en continu
	CO, SO ₂		
	poussières	1 fois/an	1 fois/an
	HCl, HF, dioxines	1 fois/an	1 fois/an
Conduit 1 chaudière G1 fioul lourd	O ₂ , NO _x , CO, SO ₂ ,	en continu	en continu
	poussières		
	COV, HAP, métaux	1 fois/an	1 fois/an

L'article 8.2.1 de l'arrêté d'autorisation du 11 décembre 2023 prescrit pour les nouvelles chaudières (cas de G1 depuis 2022) que « *si le combustible est exclusivement du gaz naturel, les exigences relatives à la surveillance des émissions de SO₂, de métaux toxiques, de HAP, de COV et de poussières ne s'appliquent pas* »

Compte tenu des modifications intervenues en 2022 sur la chaudière G1 (passage au tout gaz), le programme minimal de surveillance est dorénavant identique pour les deux équipements G1 et G9 et est d'ores et déjà prescrit à l'article **8.2.1 de l'AP 1** de 2013, à savoir mesures en continu en O₂, NO_x, CO.

Présentation des niveaux d'émission

1. Pour la chaudière G9

Le dossier de réexamen présente les résultats de surveillance à l'émission pour la chaudière G9 sur les polluants visés par le BREF (CO et NO_x) au cours des 3 années qui ont précédé le dépôt du dossier de réexamen.

Pour les NO_x les résultats des mesures continues n'excèdent jamais 80 mg/Nm³ pour une fourchette du BREF comprise entre 50 et 100 mg/Nm³ (VLE de 100 mg/Nm³ fixée par l'AP1). Sur la base des valeurs moyennes journalières fournies, la moyenne annuelle est de 64,27 mg/Nm³ en 2017 et 66,9 mg/Nm³ en 2018.

Pour le CO la moyenne annuelle pour cet appareil varie de 0 à 1,3 mg/Nm³ pour une fourchette du BREF comprise entre 5 et 40 mg/Nm³ (VLE de 100 mg/Nm³ fixée par l'AP1).

Il est à noter qu'à son entrée en vigueur le 20/12/2018, l'AM1 de 2018 n'a pas, pour cet équipement, abaissé les VLE en NO_x et CO fixé par l'AP1 du 11/12/2013.

2. Pour la chaudière G1

Cette installation fonctionnait au fioul lourd (FOL) moins de 1500 h/an avant la modification de combustible de fin 2021 (cet équipement était en effet destiné à l'écrêtage des pointes).

Depuis cette date, cette installation fonctionne exclusivement au gaz. Elle est considérée comme une installation nouvelle (du fait du changement du brûleur) et est soumise au respect des mêmes niveaux d'émission que G9.

Le dossier de réexamen présente les résultats de surveillance à l'émission pour la chaudière G1 sur les polluants visés par le BREF (NO_x, CO, SO₂ et poussières) au cours des 3 années qui ont précédé le dépôt du dossier de réexamen (donc avec du FOL comme combustible) :

- en CO : pas de dépassement constaté de la VLE (VLE de 100 mg/Nm³ fixée par l'AP) hormis en janvier 2017 [dès le problème de sonde détecté, les valeurs sont rapidement (février 2017) de nouveau conformes à la VLE de l'AP] ;
- en SO₂ : aucun dépassement du seuil de l'arrêté préfectoral constaté [(VLE de 1700 mg/Nm³ pour l'AP issue de l'AM du 30/07/2003 ; il est à noter l'AM du 03/08/2018 fixe la même valeur pour cet équipement existant fonctionnant moins de 1500 h/an pour la période du 20/12/2018 (entrée en vigueur de l'AM) et jusqu'à la modification de l'installation fin 2021] ;
- en NO_x : aucun dépassement constaté sur les NO_x pour la chaudière gaz G1 les 3 dernières années (maximum 325 mg/m³ pour une VLE de 450 mg/Nm³ fixée dans l'AP issue de l'AM du 30/07/2003 ; l'AM du 03/08/2018 fixe la même valeur pour la période du 20/12/2018 (entrée en vigueur de l'AM) et jusqu'à la modification de l'installation fin 2021) ;
- en poussières : des dépassements de la VLE de 30 mg/Nm³ fixé par l'AP ont été constatés uniquement pour le fonctionnement vapeur du brûleur. Dès lors l'exploitant a privilégié le fonctionnement air comprimé.

Il est à noter que, pour la période du 20/12/2018 (entrée en vigueur de l'AM) et jusqu'à la modification de l'équipement fin 2021 (passage tout gaz), l'AM1 du 03/08/2018 n'impose pas de VLE en CO et n'a pas, pour cet équipement, abaissé les VLE en NOx et CO fixées par l'AP1 du 11/12/2013.

Application des meilleures techniques disponibles

La chaudière G9 autorisée en 2013 et mise en service en 2015 est équipée de :

- **2 brûleurs modulateurs bas-NOx** permettant de créer plusieurs zones dans la chambre de combustion au sein desquelles la teneur en O₂ diffère,
- **système de contrôle avancé** (au moyen d'une sonde O₂) permettant le contrôle automatique de l'efficacité de combustion pour limiter les émissions polluantes.

Cet appareil ne dispose pas de systèmes de traitement secondaires des fumées pour réduire les émissions de NOx (système de réduction non-catalytique ou catalytique).

La chaudière G1, depuis sa modification de fin 2021 (avec passage tout gaz et donc en particulier dépose du dépoussiéreur des fumées) est équipée de :

- un brûleur LONoxFLAM G2 classé par l'Integrated Pollution Prevention and Control (IPPC) comme faisant partie des Meilleures Techniques Disponibles actuelles et utilise, pour cela, l'action combinée de deux technologies de réduction d'oxyde d'azote qui sont :
 - l'étagement du combustible,
 - le recyclage interne de fumées.

Niveaux d'émission prévus d'être respectés

Compte-tenu du champ d'application des conclusions sur les MTD, les niveaux d'émissions associés aux MTD (NEA-MTD) ne sont pas réglementairement opposables à l'exploitant.

L'exploitant s'est toutefois positionné dans son dossier de réexamen par rapport aux niveaux d'émissions associés aux meilleures techniques disponibles. Compte-tenu de la conformité des niveaux d'émissions avec la réglementation en vigueur et les conclusions du BREF, l'exploitant ne s'est pas engagé à atteindre des niveaux d'émissions plus performants que ceux d'ores et déjà prescrits dans l'arrêté préfectoral de 2013.

Positionnement de l'exploitant sur les principaux paramètres (concentrations en mg/Nm³) :

Appareil	Paramètre	Fourchette des valeurs du BREF (j)*	Fourchette des valeurs du BREF (a)*	VLE de l'AM1 du 03/08/2018 (m)*	VLE de l'AP1 du 11/12/2013
Chaudière à Gaz G9	NOx	85 - 110	50 - 100	100	100
	CO	/	5 – 40 (indicatif)	/	100
Chaudière à Gaz G1	NOx	85 - 110	50 - 100	100	Non fixé pour ce nouveau combustible pour cette chaudière
	CO	/	5 – 40 (indicatif)	100	

* (j) = valeur moyenne journalière ou sur la période d'échantillonnage – (m) = valeur moyenne mensuelle
– (a) = valeur moyenne annuelle

Analyse de l'inspection :

Concernant les rejets atmosphériques qui est l'enjeu principal sur l'impact chronique de l'installation, l'exploitant a montré toutes les garanties permettant de constater que l'installation applique les meilleures techniques disponibles.

Les paramètres suivis et leurs VLE associées sont conformes à la réglementation en vigueur. Compte tenu, du retour d'expérience sur les niveaux d'émissions réels des installations qui sont tous inférieurs aux NEA-MTD, et du caractère non opposable des NEA-MTD, il n'est pas proposé de modifier les VLE imposées à l'exploitant soit par l'AP1 du 11/12/2013 (G9) soit par l'AM1 du 03/08/2018 (G1 dans sa configuration nouvelle depuis fin 2021).

Gestion de la ressource en eau

Prélèvement et consommation

Les appareils de combustion de la chaufferie de Planoise visées par le BREF sont uniquement des chaudières qui ne consomment pas d'eau pour leur procédé de combustion ou pour la réduction des émissions (en particulier ces équipements ne comportent ni de système de traitement des fumées responsable d'émissions aqueuses ni de système de refroidissement industriel).

Prévention et surveillance des rejets aqueux

La gestion des eaux usées du site est basée sur la séparation des réseaux des différents rejets qui sont les suivants :

- les eaux usées domestiques,
- les eaux pluviales de ruissellement de toitures,
- les eaux pluviales de voiries,
- les eaux industrielles (eaux de lavage des sols ainsi que eaux de purge et de vidange).

Les eaux usées domestiques sont dirigées vers le réseau collectif des eaux usées.

Les eaux pluviales de toiture non polluées sont gérées en puits d'infiltration.

Les eaux pluviales de ruissellement susceptibles d'être pollués font l'objet d'un prétraitement (séparateurs d'hydrocarbures) sur le site avant rejet dans le réseau d'assainissement communal.

Il n'y a pas de rejets d'eaux industrielles permanents (liés à un process). Les eaux industrielles et eaux de lavage des chaufferies sont collectées dans une fosse de traitement sous cour de service, puis analysées en sortie (température, PH...) avant d'être dirigées par pompage dans le réseau eaux usées communal (convention avec la STEP de port Douvot).

Analyse de l'inspection :

Concernant les rejets aqueux, l'exploitant doit appliquer les dispositions des arrêtés ministériels et préfectoraux auxquels il est soumis.

Gestion des déchets

Pour G1, le passage au gaz naturel fin 2021, a permis la suppression des déchets dangereux de suies liés à la combustion de fioul (134 tonnes en 2018, 88 tonnes en 2020).

Les équipements de combustion du site visés par le BREF utilisent actuellement comme combustible du gaz naturel et ne génèrent donc pas de déchets associés à la réduction des émissions ou résultant de la combustion.

Analyse de l'inspection :

Concernant la gestion des déchets, l'exploitant doit appliquer les dispositions des arrêtés ministériels et préfectoraux auxquels il est soumis.

Prévention des nuisances sonores

L'exploitant se conforme aux valeurs limites des niveaux sonores prescrites dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2013.

Le remplacement fin novembre 2021 de la tête du brûleur FOL par un brûleur gaz a généré la suppression du ventilateur d'air de balayage. Cette suppression a un léger impact positif sur le bruit généré lors du fonctionnement de la chaudière G1.

Analyse de l'inspection :

L'exploitant doit effectuer périodiquement une campagne de mesures des niveaux sonores émis dans son environnement en condition de fonctionnement nominale conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Efficacité énergétique

Dans le dossier de réexamen, l'exploitant donne des valeurs annuelles de consommation totale nette de combustible de 93 % pour ces chaudières gaz (dont la G9) et de 91% pour la chaudière FOL (G1 jusqu'à fin 2021).

Différentes techniques sont utilisées en faveur de l'amélioration de l'efficacité énergétique des turbines et notamment :

- système de contrôle avancé (des différentes températures dans les appareils);
- optimisation de la combustion grâce aux brûleurs bas-NOx ;
- réduction de la consommation d'énergie en particulier par la mise en place de variateur sur pompes.

Analyse de l'inspection :

Les mesures mises en œuvre par l'exploitant permettent de maintenir un niveau de rendement important des installations. L'utilisation à présent que de gaz naturel pour les deux équipements visés par le BREF, combustible normé et stable, participe au niveau de performance de l'installation.

CONSULTATIONS

L'article L. 515-29-I du Code de l'Environnement prévoit deux cas de figure rendant nécessaire la consultation du public et des communes concernées :

- l'exploitant demande une dérogation (vis-à-vis du respect des NEA-MTD) ;
- le réexamen a été déclenché à l'initiative de l'autorité administrative, en raison d'un impact environnemental avéré et important.

L'établissement n'est pas concerné par ces situations. Dès lors, il n'a pas été réalisé de consultation externe. À noter que l'article R. 515-68-III prévoit que la consultation du CODERST n'est obligatoire que dans les cas où une dérogation est sollicitée.

PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Au regard de l'analyse de l'inspection du dossier de réexamen transmis, il n'y a pas lieu sur cette seule base d'actualiser les prescriptions de l'AP1 pour assurer notamment la conformité des installations aux articles R. 515-67 et R. 515-68 du code de l'environnement, étant précisé que pour la chaudière G1 dans sa configuration actuelle (fonctionnement au gaz naturel), les prescriptions de l'AM1 du 03/08/2018 s'appliquent.

Une actualisation des prescriptions sera toutefois réalisée via un prochain arrêté préfectoral complémentaire qui, outre des prescriptions complémentaires provenant de l'instruction de la mise à jour de l'étude des dangers réalisée, confirmera :

- le changement d'exploitant notifié en mars 2021,
- les modifications du porter à la connaissance du Préfet en 2021 concernant :
 - les puissances autorisées suite aux arrêts des chaudières G3 et G4,
 - les modifications changement de combustibles des chaudières G1 et G5.
- la nécessité de réaliser les investigations complémentaires recommandées par Bureau Veritas Investigation dans le rapport de base du 18/06/2018 sur l'état des sols et des eaux souterraines du site.

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	L'inspecteur de l'environnement	Pour le Directeur, par délégation, le Chef de l'Unité Interdépartementale 25/70/90
Signé	Signé	Signé

--	--	--